



Perspectives chinoises

2009/3 | 2009
L'impasse au Tibet

Au loin l'harmonie

La gestion de la crise tibétaine de 2008 par les autorités chinoises

Michel Bonnin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5307>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009
Pagination : 70-77
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Michel Bonnin, « Au loin l'harmonie », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/3 | 2009, mis en ligne le 01 septembre 2012, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5307>

Au loin l'harmonie

La gestion de la crise tibétaine de 2008 par les autorités chinoises ⁽¹⁾

MICHEL BONNIN

La crise tibétaine a entaché le succès des jeux Olympiques de 2008 pour une fraction assez importante de l'opinion internationale. La gestion de cette crise comporte encore beaucoup de zones d'ombre, mais il est clair qu'elle n'a été que le prolongement d'une politique du PCC à l'égard du Tibet marquée depuis de nombreuses années par le refus du dialogue et du compromis, et par la tentative de résoudre les problèmes par un mélange de contrôle répressif et de modernisation économique. Les dirigeants actuels sont trop impliqués dans cette politique de l'affrontement pour que l'on puisse imaginer une évolution significative dans le court terme. Cependant, à moyen terme, une autre politique, plus en accord avec les idées d'« harmonie » et d'« émergence pacifique », pourrait apparaître à une nouvelle génération de dirigeants comme plus conforme aux intérêts du pays.

Les jeux Olympiques de 2008 à Pékin sont officiellement considérés par les autorités chinoises comme un grand succès. Ils ont incontestablement permis de renforcer le prestige du régime auprès de sa propre population et aussi, dans une large mesure, dans l'opinion internationale. Malgré tout, les événements tibétains qui les ont précédés ont entaché ce succès, et ont même laissé des traces très négatives dans la fraction de l'opinion internationale qui sympathise avec les idées de liberté et de droits de l'homme. Loin de l'image consensuelle fournie par le slogan officiel de ces jeux (« Un même monde, un même rêve ») et de l'impression de puissance harmonieuse et pacifique que cherchent à donner les autorités chinoises dans leurs nouveaux rapports avec le monde, leurs actes et leur vocabulaire au cours de la crise tibétaine ont en quelque sorte rappelé à l'opinion que la Chine était dirigée par un parti communiste, avec ce que cela comporte de rigidité, d'intransigeance et d'agressivité dans les rapports politiques.

Le plus grand échec de la propagande chinoise à destination de l'étranger a consisté à expliquer la révolte des Tibétains uniquement comme un complot ourdi de l'étranger par le dalaï-lama et les forces occidentales « anti-chinoises » censées le soutenir, sans apporter aucune preuve sérieuse de l'existence de ce complot. Bien sûr, on sait que les Tibétains exilés ont pensé que l'approche des jeux Olympiques était une occasion rêvée de faire entendre leur voix. Mais, les Tibétains de l'intérieur mécontents ont pu avoir aussi la même idée. Il est difficile d'imaginer que le gouvernement tibétain en exil ait eu les moyens d'organiser au moins 150 mouvements de protestation ⁽²⁾ répartis non seulement sur le territoire de la Région autonome du Tibet (RAT), mais aussi et en majorité dans toutes les régions à forte présence tibétaine des quatre provinces avoisinantes. Et même s'il avait eu ce

pouvoir, comment expliquer que tant de Tibétains aient répondu à cet hypothétique appel et pris le risque de manifester, risque grave en Chine, notamment dans cette région, s'ils n'étaient pas dans un état de profond mécontentement et même de désespoir ? Pourquoi les étudiants tibétains des instituts des minorités des grandes villes du pays ont également pris le risque de mettre en danger leur statut relativement privilégié pour manifester ? Et comment comprendre l'explosion de violence du 14 mars à l'égard des Hans et des Huis venant d'une fraction de la population tibétaine de Lhassa ? Avant même de poser la question de la gestion de la crise par les autorités, il faut donc poser celle des causes du mécontentement extrême d'une partie de la population tibétaine qui s'est exprimé en mars 2008. Les deux questions sont liées, puisque ce sont les mêmes dirigeants qui sont responsables de la politique tibétaine de ces dernières années et qui ont eu à faire face à cette crise.

La politique du PCC à l'égard du Tibet

Je ne donnerai ici qu'un très bref résumé des relations de la République populaire de Chine avec le Tibet, en renvoyant pour plus de détails à d'autres articles de ce dossier. La position officielle a toujours été que le Tibet appartenait à la Chine et que l'entrée des troupes chinoises en 1950 était une « libération ». Mais Mao a pris la peine en 1951 de signer un accord en 17 points qui accordait en principe une certaine autonomie à ce qui était considéré comme le Tibet

1. Je remercie Françoise Robin pour ses commentaires sur une première version de ce texte. Le titre de cet article s'inspire de celui des mémoires du dalaï-lama dans leur version française : *Au loin la liberté*, Paris, Fayard, 1990.

2. Voir l'article de R. Barnett dans ce dossier.

Un activiste pro-tibétain est arrêté par la police à Paris, le 7 avril 2008, alors qu'il manifeste peu avant le passage de la torche olympique.

© AFP



administratif, c'est-à-dire la future Région autonome du Tibet. Certes, dans la pratique, cette autonomie pouvait difficilement être respectée au moment où le Parti communiste chinois (PCC) établissait, au nom de la « transformation socialiste », son régime totalitaire dans tout le pays. Ce processus explique le soulèvement de 1959, dont l'échec a entraîné la fuite du dalaï-lama en Inde puis une dure répression et un contrôle administratif direct par des Hans envoyés de Pékin. Cette prise en main directe du gouvernement par des Hans n'avait jamais existé dans l'histoire des relations entre la Chine et le Tibet. En 1965, le Tibet a reçu le statut de région autonome, comme d'autres régions peuplées de « minorités nationales », selon la terminologie officielle. La Révolution culturelle fut ensuite une période de terreur, mais à partir du lancement de la politique de réforme et d'ouverture, en 1979, et au début des années 1980, le dirigeant du Parti Hu Yaobang a tenté de corriger, en ce domaine comme dans bien d'autres, les dégâts effroyables causés par la politique de Mao. Hu Yaobang a présenté les excuses du Parti pour les excès commis pendant la Révolution culturelle. Il a mis en place une politique de localisation de la fonction publique et initié les premières rencontres avec des représentants du dalaï-lama pour tenter une réconciliation. Mais, après la mise à l'écart de Hu début 1987, la situation s'est de nouveau tendue, la « hanisation » de la fonction publique a repris et une première vague de manifestations a éclaté, d'abord en octobre 1987 puis surtout en mars 1989, date du 30^e anniversaire de l'exil forcé du dalaï-lama. À l'époque, le secrétaire régional du Parti était Hu Jintao, l'actuel Président chinois. Il a réprimé très sévèrement les manifestations : l'armée a tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant de nombreux morts et les arrestations et condamnations ont été très nombreuses. Cependant, ces troubles restèrent limités à la vallée de Lhassa.

Ces événements ont été immédiatement suivis par ceux de Tian'anmen et par la répression sanglante du 4 juin 1989 puis, début 1992, par le fameux « Voyage dans le Sud » de Deng Xiaoping, qui, sans remettre en question le *statu quo* politique, a relancé la Chine sur la voie des réformes économiques et de la croissance. Le double aspect de la politique du PCC depuis cette époque (contrôle politique serré d'une part, course à la croissance économique d'autre part) s'est retrouvé dans la politique du Parti à l'égard des minorités, et notamment à l'égard des minorités rétives que constituent les Ouïghours du Xinjiang et les Tibétains. Le contexte de l'époque contient un autre élément non négligeable dans l'affaire tibétaine : le remplacement *de facto* sinon *de jure* du communisme par le nationalisme en tant que pilier idéolo-

gique du régime et axe de la propagande, notamment à l'intention de la jeunesse. Le durcissement s'est manifesté dès 1992 par la nomination de l'intransigeant Chen Kuiyuan⁽³⁾ au poste de secrétaire du Parti de la RAT et a encore été renforcé après l'accession de Hu Jintao au pouvoir suprême en 2002, notamment depuis qu'il s'est libéré de la tutelle de son prédécesseur Jiang Zemin, vers 2005. Cette politique a trois facettes principales : un contrôle serré, une répression sévère, mais aussi une attention au développement économique qui se manifeste par des investissements abondants. Le contrôle serré a pris notamment la forme d'une ingérence importante dans les affaires religieuses. Par exemple, les autorités ont émis une circulaire intitulée « Méthode de gestion des réincarnations des bouddhas vivants⁽⁴⁾ de la religion bouddhiste », qui a pris effet le 1^{er} septembre 2007. Elle impose que toute décision sur ce sujet par les autorités religieuses soit approuvée par le bureau des affaires religieuses du gouvernement. Ce nouveau règlement explicite et justifie d'une certaine façon une pratique plus ancienne, puisqu'en 1995 le panchen-lama choisi par les religieux avait été enlevé secrètement et remplacé par un autre jeune garçon choisi par les autorités politiques⁽⁵⁾. Le premier a définitivement disparu. D'après les spécialistes, cette affaire a créé un ressentiment dans la population et notamment chez les religieux tibétains, même ceux qui avaient plutôt de bonnes relations avec le pouvoir. Mais j'ai pu constater que personne ou presque chez les Chinois han, y compris parmi les intellectuels et les historiens, n'a entendu parler de cette ingérence du pouvoir politique. Cela montre l'efficacité du contrôle des médias dans la Chine d'aujourd'hui.

3. De la même génération que Hu Jintao, auquel il a donc succédé à la tête de la RAT en 1992, Chen avait fait toute sa carrière dans une autre région de minorité, celle de Mongolie Intérieure. Sur Chen, voir R. Barnett, « The Chinese Frontiersman and the Winter Worms – Chen Kuiyuan in the T.A.R., 1992-2000 », disponible à l'adresse : <http://www.columbia.edu/itc/ealac/barnett/pdfs/link29-chenpiece.pdf>

4. Le terme de « bouddha vivant » (*huo fo*) ne semble pas avoir beaucoup de signification pour les bouddhistes tibétains eux-mêmes, qui ne parlent que de « réincarnations », mais c'est celui qui est utilisé en chinois.

5. Voir Tsering Shakya, *The Dragon in the Land of Snows*, Columbia University Press, 1999.

Le contrôle serré s'est également manifesté par le lancement d'une campagne d'éducation patriotique qui remonte à 1996 et s'est étendue en 1998 à toutes les zones de populations tibétaines hors de la RAT, mais qui a été vigoureusement relancée par le nouveau secrétaire régional du Parti en 2006. Cette éducation patriotique, qui rappelle les nombreuses campagnes d'endoctrinement de l'époque maoïste, consiste essentiellement à faire dénoncer publiquement le dalaï-lama par les nonnes et bonzes eux-mêmes dans de longues réunions ou par écrit. Les fonctionnaires tibétains ont également eu droit à ce traitement. Mais, comme l'a dit un moine tibétain aux cadres venus faire de l'éducation patriotique :

Pourquoi n'essayez-vous pas de faire manger du porc à des Huis ? Si vous y parvenez, alors nous renonçons au dalaï-lama ⁽⁶⁾.

Les communistes chinois ont essayé de faire manger de force du porc à des musulmans pendant la Révolution culturelle (un de mes amis en a été témoin lorsqu'il était « jeune instruit » au Xinjiang), mais ce n'est plus à l'ordre du jour. La volonté du Parti communiste de remplacer une mauvaise idole par une bonne s'est manifestée également par l'érection d'une statue de Mao à côté de l'aéroport de Lhassa en 2006. Le patriotisme, en effet, ce n'est pas seulement aimer la patrie de façon vague. Dans un article signé du Centre de recherche chinois sur les études tibétaines rappelant la politique officielle à l'égard des Tibétains, on trouve cette phrase éclairante : « Aimer la patrie, c'est aimer la patrie socialiste dirigée par le Parti communiste chinois ⁽⁷⁾. »

Le contrôle des esprits a souvent pris une forme nettement provocatrice, notamment à travers les déclarations du premier représentant du pouvoir central au Tibet, le secrétaire du Parti de la RAT, Zhang Qingli, également commissaire politique de la police armée dans la région, qui a pris ses fonctions en mai 2006. Il s'est fait remarquer pendant la campagne d'éducation patriotique en déclarant : « Le vrai Bouddha vivant pour les Tibétains, c'est le Comité central du Parti ». Et le lendemain des émeutes du 14 mars, selon *Le Quotidien du Tibet*, il a déclaré dans une réunion : « Le dalaï est un loup dans une robe de bure, un monstre à visage humain mais au cœur de bête ; nous sommes engagés dans une lutte intense de feu et de sang avec la clique du dalaï, une guerre à mort entre nous et l'ennemi ». Dans le plus pur style maoïste, il a appelé à « une guerre du peuple contre le séparatisme ⁽⁸⁾ ». Le problème est que Zhang n'est pas un personnage excentrique ni excentré, il est directement lié à Hu Jintao sous la direction duquel il a travaillé au Comité

central de la Ligue des jeunes communistes de 1983 à 1986. Il fait donc partie de la faction de la Ligue (*Tuanpai*), principal soutien de Hu au sein du Parti, et plus précisément de ceux qui, à l'image de Hu lui-même dans les années 1970-1980, sont devenus des spécialistes de l'Ouest de la Chine, région économiquement arriérée, politiquement conservatrice et peuplée de minorités qu'il s'agit de bien tenir en main. Entré au Parti en 1973, il a commencé à gravir les échelons sous Mao, a su négocier le virage des réformes pour arriver jusqu'au niveau provincial dans son Shandong natal. En 1998, il a été sélectionné pour devenir un « cadre de l'Ouest », a été nommé chef de la propagande au Gansu et commissaire politique de la milice, avant d'être muté l'année suivante dans la région autonome du Xinjiang où il a été secrétaire adjoint du Parti de la région, commandant et secrétaire adjoint du Corps de production et de construction et PDG de son bras économique, la compagnie Xinjian. Le Corps de production et de construction, institution paramilitaire essentiellement composée de Hans, est à la fois le cœur économique de la région, un important instrument de contrôle et une force d'appoint militaire en cas de conflit avec les minorités nationales ou avec les voisins d'Asie Centrale. Il faut noter que le profil de Zhang Qingli est très semblable à celui des dirigeants récemment nommés par Hu Jintao dans les trois autres provinces importantes de l'Ouest : le Gansu, le Sichuan et le Yunnan. Le responsable au niveau national de la Commission des affaires de minorités et celui de l'administration des affaires religieuses sont également des membres de la faction de la Ligue, proches de Hu Jintao et partisans d'un contrôle sévère ⁽⁹⁾.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la répression se soit aussi durcie dans les dernières années. Le nombre des arrestations, notamment, a fait un bond en 2007 ⁽¹⁰⁾. Elles étaient en partie liées aux activités de célébration organisées par les moines lors de la remise de la Médaille du Congrès américain au dalaï-lama, activités qui avaient été strictement interdites.

6. « La semaine qui ébranla le Tibet », *Le Monde*, 4 avril 2008.

7. Zhongguo Zangxue yanjiu zhongxin, « Cong zancheng liangtiao dao sange jianchi – Zhongyang zhengfu dui shisi shi Dalai de zhengce » (Des deux approbations aux trois principes immuables – la politique du gouvernement central à l'égard du 14^e dalaï), *Qiushi*, n° 479, 16 mai 2008. Les deux approbations, formulées par Mao, concernent l'appartenance du Tibet à la Chine, et la nécessité d'y conduire une réforme démocratique et socialiste ; les trois principes immuables, formulés par Hu Jintao, sont la direction du PCC, le système socialiste, et le système d'autonomie des régions ethniques.

8. P. Nivelles, « La jeune garde tibétaine sourde à la modération du dalaï-lama », *Libération*, 20 mars 2008.

9. Cf. entre autres, Willy Lam, « Hope for a Better Tibet Policy », *Far Eastern Economic Review*, avril 2008.

10. Geoffrey York, « Why Tibet Is Boiling Over », *Globe and Mail*, 21 mars 2008.

D'un point de vue plus positif et dans la logique de Deng Xiaoping, la politique à l'égard du Tibet a également été une politique d'investissements. De 1965 à 2005, la RAT a reçu 96,87 milliards de yuans de la part du gouvernement central. Depuis 1993, 90 % des revenus de l'administration viennent de Pékin. En outre, les villes et provinces les plus riches du pays sont contraintes de respecter des quotas d'aide au Tibet. Le résultat a été en 2007 un PIB pour la RAT de 34,2 milliards de yuans, ce qui représente 12 000 yuans par habitant, un chiffre décent. Les autorités centrales souhaitent certainement résoudre les conflits ethniques et politiques par le développement, mais cette stratégie a posé sans doute plus de problèmes qu'elle n'en a résolus, pour de nombreuses raisons que je ne peux détailler ici⁽¹¹⁾. Essentiellement, les bienfaits de ces investissements n'ont pas profité principalement aux Tibétains eux-mêmes et ont entraîné une sinisation ou une « hanisation » accrue. L'exemple le plus clair est celui du chemin de fer Qinghai-Tibet ouvert en juillet 2006 qui amène certes des touristes, mais aussi beaucoup d'immigrants Hans et Huis qui prennent une place dominante dans l'économie des grandes villes au détriment des jeunes Tibétains. Accessoirement, ce train facilite l'arrivée rapide de troupes pour mater toute rébellion. En outre, le développement se fait souvent au détriment de l'environnement et contre les croyances ou le mode de vie traditionnel des Tibétains. On peut donner l'exemple de l'ouverture anarchique de mines d'or ou d'autres métaux précieux qui sont néfastes à l'environnement et qui choquent particulièrement les Tibétains quand elles défigurent des montagnes sacrées.

La gestion de la crise

La crise a donc éclaté dans un contexte marqué par un resserrement politique remontant à plusieurs années et par la situation exceptionnelle que constituait la préparation des jeux Olympiques, que le PCC voulait clairement transformer en triomphe de son pouvoir tant vis-à-vis de l'intérieur que de l'extérieur. Ce contexte rend particulièrement étonnante l'impression d'improvisation et d'imprévision que peut donner la gestion de la crise par les autorités. Beaucoup de choses restent inexplicables aujourd'hui. Les responsables auraient dû s'attendre, du fait de l'enjeu international que représentaient les jeux Olympiques, à des événements plus graves qu'à l'ordinaire à l'occasion du 10 mars, anniversaire de la fuite du dalaï-lama en 1959 et, si les deux principaux dirigeants étaient contraints de se rendre à la réunion annuelle de l'Assemblée populaire nationale, ils avaient dû laisser des consignes. Or, la gestion policière des manifesta-

tions, entre le 10 mars et le 14, a manqué de cohérence. Au départ, il y a eu une certaine retenue, mais on a quand même procédé à des arrestations. On devait bien s'attendre à ce que les camarades des emprisonnés viennent réclamer leur libération. Il fallait donc prévoir le passage à l'étape supérieure. Or, pendant toute la journée du 14, la police a laissé faire les émeutiers tout en les filmant. Cette étonnante passivité peut faire penser à un piège machiavélique, mais elle peut aussi résulter de dysfonctionnements dans la chaîne de commandement et dans le système policier. Selon Li Datong, un journaliste chinois très mal vu par les autorités :

Un pays gouverné par la loi devrait garantir à ses citoyens le droit de manifester. Cependant si, dans ces circonstances, des citoyens enfreignent la loi, il faudrait les stopper sans hésitation. Mais la Chine a fait les choses à l'envers : le droit légitime de manifester a été grossièrement dénié à certains moines et ensuite, quand les troubles ont commencé, on n'est pas intervenu par crainte de l'opinion internationale. C'est ce qui a permis aux émeutes d'échapper au contrôle et a entraîné des dommages aux personnes et aux biens⁽¹²⁾.

Après cette journée mystérieuse, les autorités ont au contraire réagi avec beaucoup de force. Cette vigoureuse contre-attaque militaire, policière et médiatique rappelle par bien des points celle qui avait suivi l'écrasement du mouvement de Tian'an-men. De nombreux renforts de troupes sont arrivés par trains entiers notamment du Sichuan, et, dans les jours qui ont suivi le 14 mars, la police chinoise a arrêté 953 suspects, dont plus de 400 ont été inculpés⁽¹³⁾. Comme après Tiananmen, on a diffusé des avis de recherche à grand renfort de publicité. Sur-tout, une atmosphère de terreur semble s'être installée dans toutes les régions peuplées de Tibétains avec des arrestations et de fréquents raids de la police, une présence de véhicules blindés dans les rues de nombreuses villes, et la police armée a été régulièrement accusée par les Tibétains de frapper les gens dans la rue ou dans les commissariats.

Le fait que des manifestations aient continué à avoir lieu dans ces conditions montre la détermination de la population. La police chinoise a reconnu avoir procédé à des tirs de sommation au cours de certaines des manifestations du mois de mars et a reconnu un mort tibétain dans une fu-

11. Voir l'article d'Andrew Fischer dans ce dossier.

12. Li Datong, « China's soft power failure », *Open Democracy*, 19 mai 2008 accessible à l'adresse : http://www.opendemocracy.net/article/china_inside/chinas-soft-power-failure.

13. *Le Monde*, 9 avril 2008.

Des activistes tibétains clament des slogans anti-chinois durant une manifestation face au consulat de Chine à Katmandou le 31 août 2008.

© AFP



sillade, mais les organisations tibétaines en exil ont parlé de plus de 200 morts. Bien sûr, on ne peut croire personne sur parole, mais le *black-out* des informations imposé par les autorités chinoises qui ont expulsé tous les étrangers montre qu'il y avait quelque chose à cacher. Comme le dit le proverbe chinois, « on ferme la porte pour battre son chien ». Le fait que les voyages au Tibet (RAT et régions voisines peuplées de Tibétains) soient toujours très difficiles, surtout pour les journalistes, montre que la situation est loin d'être réglée aujourd'hui, plus d'un an après les faits.

Le *black-out* de la presse ne concerne d'ailleurs pas que les médias étrangers. La plupart des médias chinois, en-dehors de ceux qui sont les plus contrôlés, n'ont pu faire leur travail. Certains journalistes chinois s'en sont plaints et quelques voix différentes ont réussi à s'exprimer dans les médias les plus ouverts comme le groupe de Canton Nanfang, le *Journal de la jeunesse chinoise* et la revue d'économie *Caijing*. Mais Chang Ping, du groupe Nanfang, a été renvoyé de son poste de rédacteur en chef adjoint du *Southern Metropolis Magazine* à cause d'un article intitulé « Comment connaître la vérité à propos de Lhassa ? »⁽¹⁴⁾.

La fermeture du Tibet à la presse était en contradiction avec les engagements pris par les autorités avant les jeux Olympiques. Elle montre qu'en cas de crise, le pouvoir chinois revient aux « fondamentaux » : répression et blocage de l'information. Tout devient interdit, car « sensible », même au mépris des promesses internationales. C'est ainsi qu'a été annulé le Congrès international d'anthropologie et d'ethnologie qui devait avoir lieu à Kunming en juillet, alors que 6 000 participants du monde entier s'y étaient inscrits⁽¹⁵⁾. Dans l'atmosphère du moment, l'ethnologie devenait une science dangereuse.

En cas de crise aiguë, le vernis de légalisme du pouvoir éclate. Ainsi, les avocats chinois qui avaient publiquement offert de défendre les prisonniers tibétains et demandé qu'ils aient droit à un jugement honnête ont été immédiatement menacés de non-renouvellement de leur indispensable licence, menace qui a été mise à exécution dans certains cas. Elle avait été étendue à tous les collègues travaillant dans le même cabinet qu'eux afin d'exercer une pression plus forte par l'usage d'une méthode archaïque mais fréquente en Chine : la punition collective. Les Tibétains qui ont été jugés n'ont pas eu la possibilité de choisir leur avocat⁽¹⁶⁾. Des méthodes tout à fait extra-légales ont même été employées pour bloquer l'information si nécessaire. Ainsi, le site Internet de Woesser (Weise, en chinois), une écrivaine tibétaine vivant à Pékin qui diffusait des informations grâce à une adresse basée hors de Chine, a été attaqué, pillé et détruit par des hackers de haut niveau signant « L'Alliance des

rouges de Chine ». Sa liste de correspondants Skype a également été volée et utilisée pour tenter d'obtenir des informations⁽¹⁷⁾.

Parmi ces fondamentaux du régime, il faut noter aussi une propagande agressive qui dénonce des ennemis malintentionnés partout et qui les attaque avec une terminologie méprisante héritée de la haute époque maoïste. Ainsi la « clique du dalaï » fait référence aux diverses « cliques anti-Parti » qui ont été régulièrement dénoncées sous Mao et le terme « dalaï » (sans « lama ») rappelle toutes les appellations insultantes appliquées à ceux qui ont le malheur de tomber dans la catégorie des ennemis politiques. Le plus grand « succès » de la propagande a consisté à ne donner pratiquement aucune information sur les quelque 150 manifestations diverses qui ont eu lieu à cette époque et à donner en revanche une place prépondérante dans les médias officiels aux émeutes du 14 mars à Lhassa⁽¹⁸⁾. Du point de vue terminologique, le terme de *dazaqiangshao* (frapper-casser-piller-incendier) utilisé pour décrire l'action des émeutiers tibétains rappelle aussi l'époque maoïste et plus précisément la Révolution culturelle. Quand Mao, après avoir éliminé la plupart des dirigeants qu'il considérait comme ses ennemis, a décidé qu'il fallait remettre un peu d'ordre, une circulaire a été émise le 6 juin 1967 qui ordonnait de corriger le « vent déviationniste » consistant à « frapper, casser, piller, confisquer et kidnapper » (*dazaqiangchaozhua*). Les gardes rouges qui étaient allés trop loin dans ce type d'actions sont alors devenus des « éléments frappeurs-casseurs-pillards » (*dazaqiang fenzi*). Après la mort de Mao et l'arrestation de

14. « Chinese editor fired over Tibet commentaries », Reuters, 6 mai 2008.

15. La conférence a été retardée d'un an. Voir : <http://www.icaes2008.org/defaultDo.jsp>.

16. « Public proposal to act for those accused in Lhasa riots draws flak », *South China Morning Post*, 10 mai 2008. La lettre publique des avocats, datée du 2 avril 2008, a été largement diffusée sur Internet.

17. Voir « Press statement by Woesser », daté du 27 avril 2008 et largement diffusé sur Internet. Voir également J. Drew, « A lone Tibetan voice, intent on speaking out », *The Washington Post*, 6 mai 2008.

18. Voir l'article de R. Barnett dans ce dossier.

la Bande des Quatre, ces mauvais éléments seront considérés comme l'une des « trois catégories de personnes » (*san zhong ren*) à écarter des promotions et des postes importants⁽¹⁹⁾. Ce terme est spécifique à cette époque, et les émeutiers d'aujourd'hui, ceux qui utilisent des méthodes violentes pour protester ou ripostent à la violence de la police, sont plutôt présentés comme des « émeutiers » (*baotu*), des « fauteurs de troubles » (*saoluan fenzi*) ou des « hors-la-loi » (*bu fa fenzi*). Bien entendu, ces trublions sont toujours « une petite poignée » (*yi xiao cuo*), alors que la très grande majorité (*jue da duoshu*) soutient le gouvernement. Les événements eux-mêmes sont fréquemment présentés comme des *daza shijian* (« incidents frapper-casser »), mais on rajoute parfois, pour être plus précis, les autres actions illégales comme « piller » ou « incendier ». Lorsque les autorités veulent stigmatiser le trouble à l'ordre public causé par une manifestation par ailleurs non violente, elles utilisent le terme de *naoshi* (désordre, troubles). Par suite de la banalisation des manifestations de mécontentement dans la population, un terme nouveau a été récemment créé, celui de *qunzhong shijian* (« incidents de masses »). Mais, il va de soi que ce terme neutre n'a jamais été appliqué dans les médias aux manifestations des Tibétains du printemps 2008, bien que, dans leur grande majorité, elles n'aient pas été violentes.

Par ailleurs, la propagande s'est particulièrement déchaînée contre la presse étrangère, accusée de déformer sciemment la vérité à propos de la situation au Tibet. Même si certaines erreurs stupides dans les médias étrangers ont pu être montées en épingle par les médias chinois, il y a une grande ironie à voir un pays comme la Chine se permettre de critiquer la presse étrangère, alors que la sienne est presque entièrement contrôlée et manipulée par le pouvoir politique et que personne n'est autorisé à dénoncer ses éventuelles erreurs ou déformations des faits.

Mais il faut reconnaître que cette propagande, qui avait l'avantage incomparable du monopole des images sur le terrain, a été relativement efficace. En passant en boucle les mêmes petits bouts de films des émeutes du 14 mars, mais rien sur toutes les autres manifestations des Tibétains, et en mettant en avant les souffrances des victimes des émeutiers, la télévision pouvait projeter une image très négative des Tibétains en Chine et à l'étranger, et surtout susciter un fort réflexe nationaliste qui d'une part soudait la population autour de son gouvernement et d'autre part justifiait la répression la plus brutale. Cette mise en avant des conflits ethniques est contraire à la pratique habituelle du PCC consistant à les cacher et à réduire tous les sujets de tension entre communautés, mais la situation l'imposait sans doute pour répondre aux

critiques occidentales. Cela permettait aussi d'aller plus loin en affirmant sans apporter de preuves convaincantes que la « clique du dalaï » préparait des attentats-suicides et que la police avait saisi dans les monastères 176 armes, 13 000 balles, 3 284 kilos d'explosifs, 19 000 bâtons de dynamite et 350 couteaux⁽²⁰⁾.

Malgré leur attitude de fermeté et leur contre-attaque à l'égard des pressions étrangères, les autorités ont fait un geste en acceptant de reprendre les négociations avec les envoyés du dalaï-lama⁽²¹⁾. Mais, la suite a montré que ce geste était purement formel et les autorités chinoises n'en ont pas profité pour changer graduellement d'attitude.

Quelle évolution possible ?

La stratégie du PCC depuis l'éviction de Hu Yaobang et notamment depuis ces dernières années est placée sous le signe de l'intransigeance politique. Les dirigeants chinois sont toujours profondément marqués par la conception maoïste des contradictions, et il est clair que toute demande d'autonomie véritable et de plus grande liberté religieuse ou culturelle de la part des Tibétains n'est pas aujourd'hui considérée comme une « contradiction au sein du peuple », mais comme une « contradiction antagoniste » (entre le peuple et ses ennemis) pour la solution de laquelle aucun compromis n'est possible. C'est ce qui conduit le PCC à déformer la position du dalaï-lama et des protestataires tibétains pour en faire un affrontement simple entre les séparatistes démoniaques et les valeureux défenseurs de la patrie. Cette politique lui permet de regrouper derrière lui une grande partie de la population chinoise, mais c'est une politique du pire. En rejetant catégoriquement la voie du milieu proposée par le dalaï-lama et en l'excluant comme interlocuteur, en l'insultant et en obligeant les Tibétains à le dénoncer publiquement, le pouvoir chinois s'enferme dans une situation où seules la force et la violence peuvent s'exprimer, dans une voie sans autre issue qu'une assimilation forcée assortie, au mieux, d'avantages économiques accordés à une élite obéissante. On a de plus en plus l'impression, notamment depuis la circulaire déjà citée sur « les bouddhas vivants », que les dirigeants chinois attendent tout simplement la mort du dalaï-lama, qu'ils tenteront de remplacer par quel-

19. Les deux autres catégories de personnes étaient constituées par « les rebelles qui ont fait carrière en suivant la bande de Lin Biao et Jiang Qing » et « les personnes gravement atteintes par l'esprit de clique ».

20. Des chiffres divers ont été fournis par les autorités chinoises. Voir, par exemple, « China lays out conspiracy claims against Dalai Lama », Reuters, 1er avril 2008.

21. « Beijing plays PR game with Tibet talks offer », *South China Morning Post*, 28 avril 2008.

qu'un de moins charismatique et de plus docile. Sans doute espèrent-ils que, sans leur bodhisattva révéral, les Tibétains perdront une grande part de leur capacité à s'unir et donc à résister et que, sans le prix Nobel de la paix, les Occidentaux seront moins fascinés par la cause tibétaine. Tout cela est sans doute vrai, mais il est tout aussi vrai, comme le fait remarquer Wang Lixiong, écrivain chinois époux de Woesser, que la disparition en exil du dalaï-lama risque fort de créer au Tibet un sentiment de désespoir, source de conflits encore plus graves que ceux du printemps 2008. Il existe deux exemples de tels soulèvements causés par la mort d'un dirigeant dans l'histoire de la République populaire : le Mouvement du 5 avril après la mort de Zhou Enlai en 1976 et le mouvement de Tiananmen après la disparition de Hu Yaobang en 1989. Certes, le rapport de force est tel que le pouvoir chinois peut estimer qu'il pourra facilement l'écraser. Mais à quel prix sur le terrain et à quel prix pour son image internationale ?

C'est pourquoi il faudrait tenter d'imaginer un changement de stratégie débouchant sur l'acceptation d'une réelle autonomie accordée à la population tibétaine. En théorie, on pourrait très bien imaginer que le PCC se fonde sur le statut spécifique de Hong Kong et Macao et sur l'article 31 de la Constitution qui le garantit pour créer un statut similaire au Tibet⁽²²⁾. Ce ne serait qu'un juste retour des choses puisque l'Accord en 17 points de 1951 sur l'avenir du Tibet a servi de modèle pour l'élaboration de la Loi fondamentale de Hong Kong. Cette idée a déjà été discutée par de nombreux chercheurs⁽²³⁾. Mais, on n'est pas dans le même rapport de forces, puisque la récupération de Hong Kong dans de bonnes conditions n'était pas acquise d'avance, tandis que le Tibet est déjà sous contrôle chinois. Les représentants du Tibet en exil ont demandé à plusieurs reprises que le « grand Tibet » bénéficie du même statut que Hong Kong, mais cela leur a été régulièrement refusé. Il faudrait donc une prise de conscience à l'intérieur même de la direction chinoise pour que les choses bougent. Des mesures limitées comme le développement de l'éducation pour les Tibétains et en tibétain ou comme l'obligation pour les cadres de la RAT de parler au moins un peu de tibétain pourraient redonner un peu plus de chances aux Tibétains de mieux affronter la concurrence avec les Hans dans leur propre région et donc atténuer les tensions. Les dirigeants chinois ne sont pas dupes de leurs propres discours et savent très bien quels sont les vrais problèmes du Tibet⁽²⁴⁾.

Mais, à court terme, un tel changement d'orientation est peu probable, car plus le régime s'enfonce dans la stratégie de l'intransigeance, plus il lui est difficile de revenir en arrière, d'une part parce que la haine est attisée des deux côtés,

d'autre part parce qu'il serait difficile de reconnaître qu'on a menti au peuple pendant 20 ans sur les exigences du dalaï-lama, sur sa personnalité et sur son action. D'autant que le numéro un lui-même, Hu Jintao, est personnellement impliqué dans cette politique depuis longtemps et que les carrières de la plupart des cadres en charge de la religion et des minorités sont fondées sur la mise en œuvre de cette politique. Un autre obstacle est certainement la crainte d'une contagion de la revendication parmi d'autres minorités. Plus fondamentale, même si le Tibet est un cas extrême, la politique actuelle à l'égard des Tibétains est significative des relations globales du pouvoir chinois avec sa société. Je suis assez convaincu par les paroles d'un dissident pékinois connu qui me disait après les événements du printemps 2008 : « Les Tibétains ne doivent pas oublier qu'ils ne bénéficieront jamais des droits de l'homme tant que les Chinois n'en bénéficieront pas. » À mon avis, il ne pensait pas seulement aux Tibétains, mais aussi à leurs amis occidentaux qui se mobilisent plus volontiers sur les problèmes du Toit du monde que sur la question générale des droits de l'homme en RPC.

C'est pourquoi, il me semble qu'il faudrait un changement politique significatif à Pékin pour qu'une autre politique tibétaine puisse émerger. Je pense qu'une telle évolution n'est pas exclue à moyen terme. Sauf coup de théâtre, éventuellement lié à une crise, la première date à surveiller est celle de 2012, lorsqu'une nouvelle génération de dirigeants arrivera au plus haut niveau. Des membres de la génération des gardes rouges et jeunes instruits envoyés à la campagne comme Xi Jinping, Li Keqiang ou Wang Qishan manient avec moins de conviction que Hu Jintao les slogans maoïstes et ressentiront peut-être l'envie ou l'obligation d'effectuer un *aggiornamento* du socialisme chinois. Même Xi Jinping, qui semble le plus conservateur, est, après tout, le fils de Xi Zhongxun, autrefois très réformateur et proche de Hu Yaobang. Cette évolution vers une relation moins tendue avec les minorités et avec la société chinoise dans son ensemble n'est absolument pas garantie. Les tendances actuelles au raidissement politico-idéologique et à l'exaltation du nationalisme notamment, révèlent des tentations fascisantes. Mais la Chine est traversée de tendances contradictoires et il n'est

22. L'article 31 stipule : « L'État peut établir des zones administratives spéciales quand cela s'avère nécessaire. Le système qui sera instauré dans les zones administratives spéciales sera déterminé par une loi promulguée par l'Assemblée populaire nationale au vu des conditions spécifiques. »

23. Voir, par exemple, Michael C. Davis, « Establishing a Workable Autonomy in Tibet », *Human Rights Quarterly*, n° 30, 2008, p. 227-258.

24. Voir, par exemple, le compte rendu d'une visite à Pékin de diplomates et universitaires australiens à cette époque, dans John Garnaut, « Rivers of money not flowing to Tibetans », *Sydney Morning Herald*, 26 mai 2008.

pas exclu que la population, comme les élites politiques, se lassent d'une conception de la stabilité sociale et politique essentiellement fondée sur le monopole absolu du pouvoir, sur un contrôle social très strict et sur la répression. Une autre conception de la stabilité, fondée sur le dialogue et la tolérance, serait sans doute plus favorable à la réalisation des objectifs affichés par le pouvoir chinois lui-même : à l'intérieur, l'harmonie sociale et, à l'extérieur, l'émergence pacifique au sein des grandes puissances du monde. Parmi les dirigeants chinois, le Tibet est évidemment un cas difficile pour les partisans de l'harmonie, mais sa résolution favorable

serait justement un haut fait particulièrement éclatant dans la carrière d'un homme politique. •

Glossaire

baotu 暴徒 bu fa fenzi 不法分子 daza shijian 打砸事件
dazaqiang fenzi 打砸搶分子 dazaqiangchaozhua 打砸搶抄抓
dazaqiangshao 打砸搶燒 jue da duoshu 絕大多數 naoshi 鬧事
qunzhong shijian 群眾事件 sanzong ren 三種人
saoluan fenzi 騷亂分子 Tuanpai 團派 yi xiao cuo 一小撮

Les « jeunes d'avril »

Lara Maconi

Les « jeunes d'avril »⁽¹⁾ (*siyue qingnian*) forment une communauté de « jeunes patriotes enthousiastes » (*fuyou jiqing de aiguo qingnian*) comme ils se définissent, ou de jeunes « nationalistes néo-conservateurs », comme les décrivent les observateurs internationaux. Ils constituent un pôle d'une nébuleuse plus vaste et très diverse connue sous le nom de « jeunes en colère » (*fenqing*). Il s'agit d'une mouvance qui inclut de nombreuses ramifications nationales et internationales plus ou moins radicales.

La révolte tibétaine du printemps 2008 et la manière dont les médias occidentaux ont couvert les événements sont à l'origine de ce mouvement dont la création est liée à l'ouverture du site web anti-CNN.com lancé le 18 mars 2008. Anti-CNN.com, enregistré à l'université Qinghua de Pékin, a été créé par Rao Jin (23 ans), ingénieur en physique, appartenant à la minorité Tujia et par Qi Hanting (19 ans) étudiant en journalisme, tous deux issus de la même université. Si à l'origine les initiateurs du site désiraient créer un espace de discussion ouvert, très vite ils ont relayé les vidéos des médias officiels. Le site est de fait officiellement soutenu par une déclaration du ministre des Affaires étrangères, le 27 mars.

La communauté des « jeunes d'avril » apparaît réellement sous l'impulsion non pas des étudiants en Chine mais des étudiants chinois de l'étranger et en particulier ceux qui étudient aux États-Unis. Dès le 22 mars 2008, ces étudiants publient une lettre ouverte en direction des médias occidentaux, organisent des pétitions en réaction aux propos considérés comme « hostiles et diffamatoires » envers la Chine puis une manifestation le 26 avril à Atlanta devant le siège de CNN. La jeunesse chinoise à l'étranger est la première à réagir en utilisant le cyber-espace et en particulier le site Anti-CNN.

La colère des jeunes se dirige vers l'Occident, les États-Unis en particulier, mais aussi la France et l'Allemagne, accusés de complot contre la Chine, de vouloir freiner la renaissance économique de la puissance chinoise et de téléguider la révolte tibétaine pour nuire à la Chine. Ils ont un sens aigu de la formule et des affaires. Cependant les « jeunes d'avril » se démarquent de la mouvance des *fenqing* par un ton plus modéré et moins vulgaire. Ils soignent leur image, et le souci de leur carrière n'est apparemment pas étranger à leurs préoccupations. Ils appellent à la « raison », la « vérité », à l'« amour » et à la « paix ». En septembre 2009 un anonyme poste un long poème appelé « paix », significatif de leur état d'esprit : « [...]

*Quand on était silencieux vous affirmiez vouloir nous donner les droits de l'homme et la liberté de parole,
Une fois le silence levé, vous nous avez appelés xénophobes aux cerveaux lavés.
Assez ! Assez ! Assez d'hypocrisie dans ce monde
Nous voulons... un monde, un rêve...
Et la paix sur terre
Cette grande terre bleue est suffisamment grande pour nous tous ».*

• Translated by N. Jayaram

1. <http://www.anti-cnn.com/index.php/about>.